



Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

Institut Break Poverty

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le mardi 31 décembre 2024

Institut Break Poverty

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 81 Rue de Lille 75007 Paris

N° SIREN : 878 683 093

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le mardi 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association Institut Break Poverty,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Institut Break Poverty relatifs à l'exercice clos le mardi 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du lundi 1 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Paris La Défense, le 16 avril 2025

Signé par :

130CF300E20342D...

Aurélie JOUBIN

Associée

INSTITUT BREAK POVERTY

81 rue DE LILLE

75007 PARIS

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

APE : 8899B

Siret : 87868309300016

BUREAU LEVALLOIS PERRET

INSTITUT BREAK POVERTY

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Comptes annuels

Attestation d'Expert Comptable

COMPTE RENDU DES TRAVAUX DU PROFESSIONNEL DE L'EXPERTISE COMPTABLE

Conformément à la mission qui nous a été confiée par Valérie DAHER et qui a fait l'objet de notre lettre en date du 04/11/2024, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de l'association INSTITUT BREAK POVERTY relatifs à l'exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Ces comptes annuels sont joints au présent compte rendu ; ils se caractérisent par les données suivantes :

	Montants en Euros
Total bilan	804 745
Total des ressources	2 074 178
Résultat net comptable (Excédent)	17 376

Nous avons effectué les diligences prévues par la norme professionnelle du Conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables applicable à la mission de présentation des comptes.

Fait à LEVALLOIS PERRET
Le 25/02/2025

ATTLANE Cinthia
Expert comptable

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés	124 455	115 619	8 836	15 631
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	20 112	14 695	5 417	2 004
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés	15		15	15
Prêts				
Autres immobilisations financières				300
Total I	144 582	130 314	14 268	17 950
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				4 320
Créances				
Usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	269 326		269 326	196 487
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	516 638		516 638	1 159 378
Charges constatées d'avance	4 513		4 513	4 372
Total II	790 477		790 477	1 364 557
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	935 059	130 314	804 745	1 382 507

Bilan

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise	38 979	38 979
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise	38 979	38 979
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	56 879	56 819
Excédent ou déficit de l'exercice	17 376	60
Situation nette (sous-total)	113 234	95 858
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	113 234	95 858
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	266 154	568 356
Total II	266 154	568 356
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 424	59 364
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	137 899	139 724
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	30 867	97 392
Produits constatés d'avance	228 167	421 813
Total IV	425 357	718 293
Ecart de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	804 745	1 382 507

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	60	60
Ventes de biens et de services		15 000
Ventes de biens		
Ventes de prestations services		15 000
Produits de tiers financeurs	1 465 574	1 455 056
Concours publics et subventions d'exploitation	709 413	612 869
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consommable		
Ressources liées à la générosité du public	417	20
Contributions financières	755 744	842 167
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges		40 852
Utilisation des fonds dédiés	568 356	352 417
Autres produits	40 187	6
Total I	2 074 178	1 863 392
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	160 618	359 722
Variations de stock		
Autres achats et charges externes	244 324	230 741
Aides financières	60 363	226 429
Impôts, taxes et versements assimilés	75 300	41 102
Salaires et traitements	874 614	615 756
Charges sociales	365 502	237 954
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	9 908	19 392
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	266 154	132 230
Autres charges	17	7
Total II	2 056 801	1 863 332
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	17 376	60
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.		
Autres intérêts et produits assimilés		
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets / cessions de valeurs mob. de placement		
Total III		
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de placement		
Total IV		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)		
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	17 376	60
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises provisions, dép., et transferts de charge		
Total V		

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions		
Total VI		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	2 074 178	1 863 392
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII)	2 056 801	1 863 332
EXCEDENT OU DEFICIT	17 376	60
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	673 134	969 633
Prestations en nature	203 457	191 149
Bénévolat		
TOTAL	876 592	1 160 782
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite	876 592	1 120 961
Prestations en nature		39 821
Personnel bénévole		
TOTAL	876 592	1 160 782

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : INSTITUT BREAK POVERTY

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 804 745 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 17 376 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 08/04/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association a pour objet de développer des activités d'intérêt général à caractère social, humanitaire et éducatif reposant sur des programmes de lutte contre la pauvreté, dans un cadre apolitique et non confessionnel".

L'association mène ou soutient des projets de prévention et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

A cet effet, en France, l'association déploie notamment le programme de dotation d'action territoriale (DAT), dispositif créé par le Fonds de dotation Break Poverty Foundation et mettant en oeuvre une démarche opérationnelle visant à prévenir la pauvreté des jeunes sur le territoire. Elle crée et développe les outils d'essaimage de la DAT tels que les outils techniques et numériques, les formations individuelles et collectives à la mise en oeuvre et au suivi du dispositif.

Pour réaliser sa mission, l'Institut Break Poverty dispose d'une équipe basée à Paris et en région. Une partie de ces équipes est mobilisée à la collecte de fonds publique et privé permettant de financer la mission sociale de l'Institut Break Poverty.

A ce jour l'Institut Break Poverty compte essentiellement des bailleurs publics (Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, Ministère du travail, Préfectures...) et quelques partenaires privés (Fondation Total, JP Morgan).

L'association est hébergée à titre gracieux par Break Poverty Foundation.

L'Institut Break Poverty a développé différents outils au service du développement d'alliances territoriales contre la pauvreté des jeunes (Dotation d'Action Territoriale) et notamment une plateforme internet dédiée, un répertoire d'associations, un outil de diagnostic territorial et des outils de formation à la démarche. Il a dispensé plusieurs modules de formation à cette démarche.

Depuis le lancement du programme de Dotation d'Action Territoriale jusqu'au 31 décembre 2024, ce sont 4 076 111€ qui ont été collectés auprès des entreprises engagées dans le dispositif, dont 697 878€ pour l'année 2024, par l'intermédiaire de l'Institut Break Poverty, de Break Poverty Foundation ou en direct. Cette stratégie permet de renforcer l'ancrage territorial de la DAT.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement n°2022-06 relatif du plan comptable général et plus spécifiquement au règlement n°2018-06 modifié par le règlement n°2020-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Ce règlement, homologué par arrêté du 26 décembre 2023, modifie le plan comptable général en vue de moderniser les états financiers et la nomenclature des comptes et vient modifier le règlement ANC n°2014-03.

Ce règlement précise notamment les modalités de la première application du texte. La date d'entrée en vigueur est fixée au 1er janvier 2025 avec une possibilité d'application anticipée à compter de la date de publication au JO (décembre 2023).

Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Matériel de bureau : 3 ans

* Matériel informatique : 3 ans

* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association ne prévoit pas des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Il n'existe aucun fait marquant à signaler lors de cet exercice.

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 8 640 Euros

Honoraire des autres services : 0 Euros

Subventions d'exploitation

Ce tableau récapitule les subventions perçues au cours de l'exercice 2024 par leur origine (Etat, collectivités territoriales, autres).

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		372 563	231 307		105 544	709 413
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						709 413

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	124 455			124 455
Immobilisations incorporelles	124 455			124 455
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	13 586	6 526		20 112
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	13 586	6 526		20 112
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	15			15
- Prêts et autres immobilisations financières	300			
Immobilisations financières	315			15
ACTIF IMMOBILISE	138 356	6 526		144 582

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		6 526		6 526
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		6 526		6 526
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	108 824	6 795		115 619
Immobilisations incorporelles	108 824	6 795		115 619
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	11 581	3 113		14 695
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	11 581	3 113		14 695
ACTIF IMMOBILISE	120 405	9 908		130 314

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 273 839 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	269 326	269 326	
Charges constatées d'avance	4 513	4 513	
Total	273 839	273 839	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
IJSS NETTES SUBROGATION	4 161
DIVERS - PRODUITS À RECEVOIR	11 905
Total	16 067

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	38 979				38 979
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	56 819	60			56 879
Excédent ou déficit de l'exercice	60	-60	17 376		17 376
Situation nette	95 858		17 376		113 234
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	95 858		17 376		113 234

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 425 357 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 424	28 424		
Dettes fiscales et sociales	137 899	137 899		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	30 867	30 867		
Produits constatés d'avance	228 167	228 167		
Total	425 357	425 357		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FACT NON PARVENUES	16 639
PROVISION POUR CP	34 657
PROVISIONS POUR RTT	4 457
CHARGES SOCIALES SUR CP	18 763
CHARGES SOCIALES SUR RTT	2 352
TAXE SUR LES SALAIRES	16 213
Total	93 081

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATÉES D AVANCE	4 513		
Total	4 513		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES D AVANCE	228 167		
Total	228 167		

Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

Il n'a pas été relevé d'évènements postérieurs à la clôture qui remettent en cause les présents comptes annuels.

Effectif

Effectif moyen du personnel : 15 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	1	13	14	14
Employés		1	1	1
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total	1	14	15	15

Les dirigeants de l'association sont bénévoles et ne perçoivent aucune rémunération.

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Les dirigeants de l'association sont bénévoles et ne perçoivent aucune rémunération.

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

Le seul engagement de retraite supporté par l'entreprise est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel, la législation prévoyant que les indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. A ce jour, l'évaluation de cet engagement n'est pas réalisée compte tenu de la taille de l'effectif de l'association et de la rotation du personnel.

Autres informations

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature	203 457	191 149
Dons en nature	673 135	969 633
Total	876 592	1 160 782
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services	876 592	1 120 961
Prestations		39 821
Personnel bénévole		
Total	876 592	1 160 782

L'association a bénéficié d'une contribution volontaire en nature d'occupation à titre gratuit de locaux d'une surface de 200 m² estimée à 110 500€.

L'association a bénéficié de dons en nature pour 673 134€ et de prestations de services pour 203 457€.

Autres informations

Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Fonds dédiés RC	308 847	153 831	308 847			153 831	
Fonds dédiés PPP	41 531		41 531			-	
Fonds dédiés DAT	124 430	71 306	124 430			71 306	
Contributions financières d'autres organismes							
Fonds dédiés PPP	2 849		2 849			-	
Fonds dédiés Etudes & Recherche	90 699	41 017	90 699			41 017	
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	568 356	266 154	568 356	-	-	266 155	-

Le règlement ANC 2018-06 définit les fonds dédiés comme "la partie des ressources dédiées par les tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard".

Les fonds dédiés sont calculés par type de ressources et par projets.

Les ressources de l'Institut Break Poverty pouvant être inscrites en fonds dédiés sont :

- les subventions d'exploitation.
- les contributions financières d'autres organismes.

Les ressources sont celles ayant un caractère certain et dont la période correspond à celle de l'exercice social, elles sont comptabilisées à la date de signature de la convention. Les conventions pluriannuelles font l'objet d'une répartition par exercice par constatation d'un produit constaté d'avance.

Les ressources utilisées correspondent aux aides financières accordées par l'Institut Break Poverty à des tiers afin de financer les projets entrant dans les missions sociales. Les aides financières sont comptabilisées à la date à laquelle leur attribution a été notifiée aux bénéficiaires, qu'elles soient pluriannuelles ou assorties d'une clause résolutoire. Il en est de même en présence d'une clause suspensive, sous réserve que la sortie de ressources soit probable. Dans le cas contraire cette aide financière figurera dans les engagements hors bilan.

Autres informations

Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger

TABLEAU SYNTHETIQUE

Etat du contributeur	Montant total des avantages et des ressources
Etats-Unis d'Amérique	
Luxembourg	

La loi n°2021-1109 du 24 mars 2021 introduit l'obligation de tenir un état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger.

La version détaillée de ce tableau est disponible pour consultation au siège du fonds de dotation : 81 rue de Lille, 75007 Paris.

Au 31 décembre 2024, les avantages et de ressources provenant de l'étranger sont nuls.



Expertise Comptable et Commissariat aux Comptes

Siège social - 26 / 28 rue Marius AUFAN, 92300 LEVALLOIS PERRET - Tél. 01 41 49 06 66 - Fax. 01 41 49 06 67

SARL au capital de 4 014 200€ - RCS Nanterre 324 021 542 - APE 6920 Z

www.afigec.com

Membre Indépendant de l'association

